

Bruxelles, ton univers impitoyable

La planète a fêté il y a quelques jours un anniversaire passé inaperçu. Le 18 janvier 2012, des activistes américains lançaient un black-out de l'Internet, suivis dans leur démarche par des géants du net tels Google et Wikipédia. L'enjeu de l'époque était de faire reculer le parlement américain sur deux lois alors en discussion : Sopa, pour Stop [Online Piracy Act](#), et Pipa, pour [Protect IP Act](#) qui auraient pu compromettre la liberté du net par les possibilités étendues de censures étatiques qu'elles suggéraient sous couvert de la bienfaisance de la lutte contre le piratage et l'économie souterraine on-line.

Sopa et Pipa étaient sur un bateau et finalement les deux sont tombés à l'eau en raison de l'importante mobilisation des internautes américains. Ce qui représente un bel exemple d'outside lobbying, où l'on s'appuie sur l'opinion publique pour empêcher la mise en place d'une législation contraire à ses intérêts, puisque les géants du net n'auront même pas eu besoin de mettre leurs menaces à exécution.

D'ordinaire, les entreprises préfèrent passer à l'action de manière plus discrète en influençant directement les législateurs.

C'est ainsi que procèdent les quelques "5.523 entités" mentionnées dans [le registre de transparence](#) du parlement européen. Un registre dans lequel la navigation est souvent délicate et où aucune comparaison avec les années antérieures, afin de déterminer l'évolution de l'implication financière des entreprises dans la politique européenne n'est possible. Le défunt [site OWNI](#) en faisait un article il y a quelques mois.

Parmi ces organisations, on retrouve les mêmes entreprises qui avaient pesé de tout leur poids contre Sopa.

Ainsi Google emploie neuf lobbyistes et dépense entre 600 et 700.000 euros par an selon le registre européen. Et ce sans compter la quote-part qui est la sienne pour les quatorze autres organismes dont Google est membre et représentés à Bruxelles.

Subventions contre lobbying

Mené par Antoine Aubert, un ancien responsable de la direction générale européenne pour la société de l'information et des médias, un connaisseur donc, l'équipe de Google ne manque pas de travail. L'entreprise américaine est en effet sur la sellette sur plusieurs dossiers. Neutralité du net, livres numériques, plaintes pour position dominante...

Mai [s Google](#) n'est pas la seule entreprise du numérique présente à Bruxelles même si elle est l'une des plus emblématiques. Ainsi l'entreprise de télécommunications espagnole, Telefonica, a dépensé en 2011, 1,92 million d'euros pour ses actions de lobbying à destination des institutions européennes. Sur l'année 2010 l'entreprise a reçu 8,09 millions d'euros de subventions de la part de l'Europe. Des subventions européennes qui servent à financer des actions de lobbying vers l'Union européenne, le raccourci peut sembler un peu facile, mais finalement c'est bien de cela qu'il est question.

Les entreprises du numérique ne sont pas les seules dans la bataille de Bruxelles. Des entreprises 1.0 en font également partie ([cf lien lobbycratie](#)). Mais leur présence démontre l'importance de la zone européenne dans les stratégies de ces firmes. Elle repose aussi la question des relations entre la démocratie et le lobbying, un débat qui faute d'avoir eu lieu introduit toutes les suspicions.